



## Contre la désinformation et les discours de haine en ligne pour favoriser la paix

### Projets Social Media 4 Peace et #CoronavirusFacts

#### Conférence

21 September 2021 | 10:00 - 16:30 (CET)

À l'occasion de la Journée Internationale de la paix et en amont de la Journée Internationale de l'accès universel à l'information, l'UNESCO organise une conférence pour discuter du rôle essentiel que jouent les réseaux sociaux dans la promotion de la paix et l'amélioration de l'accès à l'information, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif 16.10 des Objectifs de Développement Durable (ODD) qui vise à assurer l'accès de tous à l'information et la protection des libertés fondamentales.

Pendant la pandémie de COVID-19, un an et demi de crise mondiale a mis à rude épreuve des vies, la santé publique, les moyens de subsistance, les économies et, par extension, les systèmes politiques et les tissus sociaux. La pandémie et les restrictions de mouvement qui y sont associées ont également accéléré l'évolution des modèles de partage d'informations numériques et l'utilisation des outils de communication numériques.

Grâce à l'angle et à l'expérience acquis lors de la mise en œuvre de deux projets financés par l'UE couvrant cette période de défis et de changements, cette conférence examinera les questions mondiales urgentes de la gouvernance des contenus sur les réseaux sociaux pour combattre les discours de haine et la désinformation et la nécessité de développer des principes communs pour un espace en ligne global. Elle abordera également le rôle de l'Union européenne et des Nations unies dans la définition de normes mondiales et la nécessité d'agir au niveau local pour relever les défis de la désinformation et des discours de haine en fonction de chaque contexte.

#### Informations contextuelles

Chaque année, la Journée Internationale de la paix est célébrée dans le monde entier le 21 septembre. L'Assemblée générale des Nations unies a déclaré que cette journée est consacrée au renforcement des idéaux de paix, en observant 24 heures de non-violence et de cessez-le-feu.

Reconnaissant l'importance de l'accès à l'information, l'Assemblée générale des Nations unies a également proclamé le 28 septembre Journée Internationale pour l'accès universel à l'information (IDUAI).

Dans le monde entier, les innovations technologiques du Web 2.0 ont changé la façon dont les gens recherchent, reçoivent et transmettent l'information ; et se connectent les uns aux autres. Les réseaux sociaux, en particulier, permettent aux gens de devenir des producteurs de contenu et d'information plutôt que de simples consommateurs passifs. S'il ne fait aucun doute que ces changements sont importants, les conséquences peuvent varier. Le rôle et le pouvoir des réseaux sociaux dans le façonnement des changements sociétaux et politiques, violents ou non, ont donc fait l'objet d'un examen de plus en plus attentif ces dernières années.

Les réseaux sociaux sont utilisés pour accroître la mobilisation civique et faciliter l'accès à l'information, ce qui permet aux citoyens d'organiser d'importants mouvements politiques pacifiques à travers les continents, que ce soit sur des questions politiques ou sur des sujets thématiques spécifiques. Cependant, ils sont également utilisés pour polariser la société, manipuler par micro ciblage, diffuser et amplifier la désinformation, la mésinformation et la propagande, accroître l'intolérance et même alimenter la haine et les conflits, contribuant ainsi à de nouvelles menaces pour la stabilité et la paix.

Les périodes de changement, de difficultés et de crise ont toujours entraîné des risques accrus de tensions sociales et de propagation de la désinformation et de récits haineux. De tels schémas sont par exemple observés en période électorale et liés aux flux migratoires, mais la pandémie de COVID-19, qui a introduit des crises mondiales et entraîné une vague massive de désinformation à l'échelle planétaire, a démontré de manière inédite la nécessité de renforcer la résilience face à ces phénomènes et aux déclencheurs de conflits, en les adaptant au nouvel écosystème mondial de l'information numérique.

Pour relever ces nouveaux défis et endiguer les contenus préjudiciables en ligne tout en protégeant la liberté d'expression, l'UNESCO et l'Union européenne se sont associées sur deux projets globaux: #CoronavirusFacts et Social Media 4 Peace. Ces deux projets ont l'ambition de s'attaquer aux contenus préjudiciables et à la désinformation. Les deux projets sont confrontés à la complexité de la lutte contre les contenus en ligne potentiellement nuisibles en raison de l'impossibilité de définir les limites du type de contenu couvert sans contexte. C'est pourquoi, en plus d'utiliser les principes des droits de l'homme comme base de référence universelle, il est nécessaire de prendre en compte les nuances sociales, culturelles et linguistiques lors de l'élaboration de solutions pour la modération des contenus, de manière localisée.

- Le projet "#CoronavirusFacts : Addressing the 'Disinfodemic' on COVID-19 in conflict-prone environments" s'appuie sur le rôle central de la liberté d'expression et de l'accès à l'information pour répondre aux besoins d'information en période de COVID-19 et pour s'attaquer à la vague massive de désinformation qui menace la démocratie, le développement durable et la stabilité dans le monde. Le projet, qui comporte des activités au niveau mondial, dans quatre régions et dans neuf pays, soutient la capacité des médias professionnels, diversifiés et indépendants à rendre compte de la pandémie, renforce les organisations locales de vérification des faits pour démystifier la désinformation et donne aux jeunes et aux autres citoyens les moyens de traiter de manière critique ce qu'ils lisent et entendent en rapport avec COVID-19, grâce à une formation à l'éducation aux médias et à l'information.
- Le projet "Social Media 4 Peace" vise à renforcer la résilience de la société civile aux contenus potentiellement dangereux diffusés en ligne, en particulier les discours de haine incitant à la violence, tout en améliorant la promotion de la paix grâce aux

technologies numériques, notamment les réseaux sociaux dans trois pays pilotes : Bosnie-Herzégovine, Indonésie et Kenya.

La conférence a les objectifs suivants :

- Echanger sur les enjeux de la gouvernance des contenus des réseaux sociaux pour favoriser la paix et la démocratie.
- Faire le point sur les résultats, enseignements et perspectives du projet #CoronavirusFacts.
- Présenter le projet Social Media for Peace.
- Favoriser le dialogue entre les différentes parties prenantes sur la contextualisation des contenus préjudiciables.

## **Format**

Compte tenu des restrictions sanitaires liées à la pandémie de Covid 19, l'événement se déroulera en ligne pour permettre aux participants et aux intervenants de se connecter à distance. Nous offrons également la possibilité aux modérateurs et aux orateurs basés à Bruxelles de rejoindre un studio où l'événement sera organisé.

L'événement utilise des systèmes de conférence en ligne pour faciliter l'inscription et la mise en réseau des participants. Des plateformes de diffusion en direct seront utilisées pour élargir la participation en temps réel.

## **Programme Provisoire**

### **Session d'ouverture de haut niveau**

10h00 - 11h00

Cette session réunira des représentants de haut niveau de l'Union européenne, des Nations unies, de l'UNESCO, des réseaux sociaux et des gouvernements pour discuter du rôle essentiel que jouent les plateformes en ligne dans la promotion de la paix et de l'accès à l'information. Elle examinera en particulier les questions mondiales urgentes de la gouvernance des contenus en ligne pour contrer les discours de haine et la désinformation en ligne et la nécessité de développer des principes communs pour un espace en ligne mondial. La session permettra notamment de discuter de l'impact mondial potentiel du nouveau cadre de réglementation et de corégulation des plateformes en ligne proposé par l'UE et de la manière dont il est conforme aux principes lancés par l'UNESCO lors de la Journée mondiale de la liberté de la presse de 2021 concernant la transparence des plateformes en ligne et au plan d'action et à la stratégie des Nations unies sur les discours de haine.

### **Groupe de discussion: Présentation du projet "Social Media 4 Peace"**

11h00 - 12h30

La première session sera consacrée au projet intitulé "Social Media 4 Peace". Le projet lancé début 2021 vise à renforcer la résilience de la société civile face aux contenus potentiellement nuisibles diffusés en ligne, en particulier les discours de haine incitant à la violence, tout en améliorant la promotion de la paix grâce aux technologies numériques, notamment les médias sociaux dans 3 pays pilotes : Bosnie-Herzégovine, Indonésie et Kenya. Les intervenants, parmi lesquels des parties prenantes du projet et des représentants des réseaux sociaux, discuteront des raisons et de la manière dont le projet entend accroître les connaissances sur l'impact des messages en ligne sur les comportements hors ligne et la dynamique des conflits, et comment le projet pourrait sur base de ces nouvelles connaissances piloter de nouveaux outils au niveau local pour limiter les contenus préjudiciables. Les intervenants aborderont également la question de savoir comment maximiser le potentiel des technologies numériques pour en faire un élément essentiel de la consolidation de la paix.

### **Groupe de discussion: Leçon tirées du projet "#CoronavirusFacts, Addressing the 'Disinfodemic' on COVID-19 in conflict-prone environments"**

13h30 - 15h00

La deuxième session fera le point sur les résultats et les enseignements tirés du projet #CoronavirusFacts, qui s'achève à la mi-octobre 2021. Les parties prenantes du projet et les partenaires du monde entier partageront leurs idées sur la manière dont les actions du projet ont contribué à améliorer l'accès à l'information et à atténuer la propagation de la désinformation en ligne et des récits haineux à un moment critique de la pandémie. Le panel réfléchira à la manière dont la résilience face aux conflits et aux tensions exacerbées par la crise a été renforcée grâce au projet pendant la pandémie de COVID-19, mais aussi à l'impact que les actions du projet auront sur les parties prenantes, les pays et les régions cibles pour faire face aux crises futures et aux défis qui sont apparus au cours des 18 derniers mois et qui nécessiteront un engagement et des actions supplémentaires.

### **Groupe de discussion: Contextualisation des contenus préjudiciables en ligne pour favoriser la paix**

15h15 - 16h15

Les règles de modération et de curation des contenus en ligne potentiellement préjudiciables sont le plus souvent discutées au niveau mondial de manière uniforme. Pourtant, la complexité du traitement des contenus en ligne potentiellement préjudiciables réside dans l'impossibilité de définir précisément les limites du type de contenu couvert, quel que soit le contexte. C'est pourquoi, outre l'utilisation des principes des droits de l'homme comme base de référence universelle, la prise en compte des nuances sociales, culturelles et linguistiques semble nécessaire pour développer et revoir les règles et outils de modération et de curation de contenu de manière localisée. Les intervenants de cette dernière session aborderont la contextualisation des contenus préjudiciables en ligne en partageant des expériences locales

et en explorant la meilleure façon de réduire les contenus préjudiciables en ligne tout en protégeant la liberté d'expression et en renforçant la promotion de la paix.

**Session de clôture**

16h15 - 16h30

**Langues de travail**

Anglais et français avec possibilité d'interprétation simultanée.

**Contacts**

Pour toute question, veuillez contacter Adeline Hulin ([a.hulin@unesco.org](mailto:a.hulin@unesco.org)), Laurene Pineau ([l.pineau@unesco.org](mailto:l.pineau@unesco.org)) et Livia Colaceci ([l.colaceci@unesco.org](mailto:l.colaceci@unesco.org)).